

Numéro	<b>CRCAC/ 2024-10-08/04</b>
Date d'affichage	14/01/2025
Date de mise en ligne	14/01/2025
Date de transmission au Recteur	

**Commission de la recherche du conseil académique de l'université Paris 1  
Panthéon-Sorbonne**

-

**Délibération du 8 octobre 2024 portant avis sur les statuts de l'école doctorale d'histoire  
(ED 113)**

La COMMISSION DE LA RECHERCHE DU CONSEIL ACADÉMIQUE de l'Université  
Paris 1 Panthéon-Sorbonne,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 612-7, L. 712-5 et L. 712-6-1 ;  
Vu l'arrêté du 25 mai 2016 fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du  
diplôme national de doctorat, notamment ses articles 2 à 9 ;  
Vu les statuts de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, et notamment ses articles 2 et 19 ;  
Vu le règlement intérieur de l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne, et notamment son article 49 ;  
Vu l'arrêté n° 2021-40 du 14 janvier 2021 portant proclamation de l'élection de Madame Christine NEAU-  
LEDUC à la fonction de Présidente de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ;  
Vu l'avis du conseil de l'école doctorale d'histoire (ED 113) du 29 mai 2024 ;  
Vu l'avis de la commission des statuts du 7 octobre 2024.

Après en avoir délibéré,

ÉMET UN AVIS FAVORABLE sur les statuts de l'école doctorale d'histoire (ED 113)  
ci-après annexés.

<b>Délibération CRCAC/2024-10-08/04</b>	
Nombre de membres en exercice (pour rappel)	40
Nombre de membres présents ou représentés	26
Nombre de refus de prendre part au vote	0
Nombre de pour	26
Nombre de contre	0
Nombre d'abstentions	0

Paris, le 15 octobre 2024

La Présidente de l'université  
Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Christine NEAU-LEDUC

L'original de cette délibération est disponible dans les locaux de la direction des affaires  
juridiques et institutionnelles au centre Panthéon situé au 12, place du Panthéon, 75231 Paris.

**Modalités de recours :** Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, la présente  
délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa  
publication ou, lorsqu'elle y donne lieu, de sa transmission au Recteur d'académie.

# **STATUTS DE L'ÉCOLE DOCTORALE D'HISTOIRE**

## **DE L'UNIVERSITÉ PARIS 1 PANTHÉON-SORBONNE**

Le siège administratif de l'École doctorale d'histoire (ED 113) est à l'adresse suivante : 17, rue de la Sorbonne, 75005 Paris.

### **I. Organisation de l'École doctorale**

#### **Art. 1. Périmètre de l'École doctorale**

L'accréditation de l'École doctorale d'histoire concerne le champ disciplinaire suivant : histoire.

Le directeur, au moment de la préparation de la nouvelle demande d'accréditation, établit le bilan scientifique de l'École doctorale.

Il convoque le Conseil scientifique de l'École doctorale. Le Conseil scientifique définit le projet scientifique et propose les règles d'organisation de l'École doctorale pour l'accréditation future. Ces propositions sont transmises à la commission de la recherche qui se prononce sur le projet et les règles d'organisation.

L'École doctorale participe au collège des Écoles doctorales de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

#### **Art. 2. Organisation de l'École doctorale**

L'École doctorale est dirigée par un directeur assisté d'un conseil et d'un directeur adjoint.

L'École doctorale regroupe des unités de recherche qui concourent à la formation des docteurs et les préparent à l'exercice d'une activité dans le domaine des Sciences Humaines et Sociales.

Les unités de recherche constitutives de l'École doctorale sont les suivantes :

- UMR :
  - ANHIMA - Anthropologie et Histoire des Mondes Antiques (UMR 8210)
  - ArScAn - Archéologie et Sciences de l'Antiquité (UMR 7041)
  - CHS - Centre d'histoire sociale des mondes contemporains (UMR 8058)
  - IDHES - Institutions et dynamiques historiques de l'économie et de la société (UMR 8533)
  - IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)
  - IMAF - Institut des Mondes Africains (UMR 8171)
  - SIRICE - Sorbonne-Identités. Relations internationales et civilisations de l'Europe (UMR 8138)
  - LAMOP - Laboratoire de médiévistique occidentale de Paris (UMR 8589)
  - Mondes Américains (UMR 8168)
  - Orient et Méditerranée (UMR 8167)
- UR :
  - Centre d'Histoire du XIX<sup>e</sup> siècle (UR 3550)

#### **Art. 3. Missions**

Les missions de l'École doctorale sont décrites dans l'arrêté du 25 mai 2016 fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat.

Elle accueille les étudiants inscrits à la formation doctorale, formation par et à la recherche dans l'une des unités de recherche rattachées à l'École doctorale.

L'École doctorale communique explicitement sur les critères d'évaluation retenus par le conseil pour l'attribution des contrats doctoraux dévolus à l'École doctorale et sur la procédure applicable.

L'École doctorale met en œuvre les conditions permettant aux doctorants de préparer et soutenir leur thèse dans les meilleures conditions, notamment en organisant des échanges scientifiques et intellectuels entre doctorants, éventuellement au sein du collège des Écoles doctorales de l'établissement, en instituant les comités de suivi individuel prévus par l'article 13 de l'arrêté du 25 mai 2016 et en proposant aux encadrants des doctorants une formation ou un accompagnement spécifique. Elle veille au respect de la Charte du doctorat en application des articles 12 et 13 de l'arrêté du 25 mai 2016.

L'École doctorale s'assure que chaque doctorant reçoit une formation à l'éthique de la recherche et à l'intégrité scientifique, conformément à l'article 3 de l'arrêté du 25 mai 2016, dans le respect de la politique générale de l'établissement en la matière.

L'École doctorale propose des formations utiles aux projets de recherche et professionnel des doctorants, ainsi que celles nécessaires à l'acquisition d'une culture scientifique élargie et internationalisée. Ces formations doivent non seulement permettre de préparer les doctorants et docteurs aux métiers de la recherche mais, plus généralement, à tout métier requérant les compétences acquises lors de la formation doctorale. Elles peuvent être organisées avec le concours d'autres organismes publics et privés.

L'École doctorale assure la mise en place de dispositifs d'évaluation des cursus et des activités de formation de l'École doctorale, en application de l'article 4 de l'arrêté du 25 mai 2016 fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat. Ces évaluations sont présentées au conseil de l'École doctorale et transmises à la commission de la recherche.

L'École doctorale organise, en lien avec le collège des Écoles doctorales, la mise en place d'un suivi de l'insertion professionnelle des docteurs, et plus largement de l'ensemble des doctorants accueillis afin de permettre au président de l'Université de présenter au conseil d'administration son rapport annuel sur l'évolution de la situation professionnelle des personnes auxquelles l'Université a délivré le diplôme national de doctorat dans les cinq années précédentes, conformément à l'article L712-2 du code de l'éducation.

## **II. Les instances de l'École doctorale**

### **Art 4. La Direction**

Le directeur de l'École doctorale est choisi au sein de l'École doctorale parmi les professeurs et personnels assimilés ou parmi les membres habilités à diriger des recherches. Son mandat correspond à la durée de l'accréditation et peut être renouvelé une fois.

Le directeur est nommé par le président de l'Université après avis de la commission de la recherche du conseil académique, sur proposition du conseil de l'École doctorale et après un appel à candidatures auprès des membres habilités à diriger des recherches membres de l'École doctorale. Si l'École doctorale fait l'objet d'une accréditation conjointe, les chefs d'établissement désignent conjointement le directeur dans les conditions définies par la convention qui les lie, et après avis des commissions de la recherche, ou des instances qui en tiennent lieu, et du conseil de l'École doctorale.

Le directeur met en œuvre le programme d'actions de l'École doctorale et doit présenter chaque année un rapport d'activité devant le conseil de l'École doctorale et la commission de la recherche du conseil académique. Il exécute le budget, assure la gestion des affaires courantes de l'École doctorale et met en place le programme d'actions adopté par le conseil.

Après consultation des directeurs de thèse concernés et des responsables des unités de recherche dans lesquelles les doctorants souhaitent poursuivre leurs travaux de recherche et après délibération du conseil de l'École doctorale, il propose l'attribution des contrats doctoraux dévolus à l'École doctorale, et, le cas échéant, des autres types de financement dévolus à l'École doctorale et pouvant être alloués aux doctorants, dans le respect des procédures définies par le conseil de l'École doctorale.

Il présente chaque année la liste des bénéficiaires des contrats doctoraux et autres types de financement devant le conseil de l'École doctorale et en informe la commission de la recherche.

En conformité avec l'article 14 de l'arrêté du 25 mai 2016 fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat, il examine les demandes d'inscription dérogatoire au-delà de la troisième année et présente chaque année, sur proposition du directeur de thèse et après avis du comité de suivi individuel, la liste des bénéficiaires des dérogations au Conseil scientifique de l'École doctorale afin qu'elle soit proposée au président de l'université.

Le directeur est assisté d'un bureau, composé d'un directeur adjoint et du responsable administratif de l'École doctorale.

La structure du bureau et la proposition de désignation du directeur adjoint sont transmises à la commission de la recherche pour avis. Le directeur adjoint est ensuite nommé par le président de l'université.

Le professeur délégué aux thèses et HDR, qui est membre du conseil de l'École doctorale, agit pour le chef d'établissement pour tout ce qui relève de ses prérogatives, dont les inscriptions en thèse, les inscriptions dérogatoires et les octrois d'année de césure, conformément aux articles 11, 14, 16, 17, 18 et 19 de l'arrêté du 25 mai 2016.

#### **Art. 5. Le conseil de l'École doctorale**

Conformément à l'article 9 de l'arrêté du 25 mai 2016 fixant le cadre national de la formation et les modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat, le conseil de l'École doctorale comporte 25 membres :

A – 15 représentants de l'établissement et des unités de recherche composant l'École doctorale, dont :

- a) 11 enseignants-chercheurs ou chercheurs, tous HDR, et autant de suppléants, représentant les unités de recherche rattachées à l'École doctorale ;
- b) le directeur de l'UFR et, à titre de suppléant, un représentant de la commission de la recherche
- c) 2 représentants des personnels ITA issus de l'École doctorale ou des équipes de recherche concernées ;
- d) le professeur délégué aux thèses et HDR en histoire ;

B – 5 doctorants, élus parmi et par les doctorants inscrits à l'École doctorale ;

C – 5 membres extérieurs à l'École doctorale choisis parmi les personnalités qualifiées dans le domaine scientifique et les secteurs socio-économiques ou culturels concernés.

Sa composition doit veiller à une représentation équilibrée des hommes et des femmes.

Les représentants des établissements et des unités de recherche, hors représentants des personnels ingénieurs, administratifs et techniciens, sont désignés ès-qualités par les unités de recherche selon les modalités qu'elles auront elles-mêmes choisies.

Les personnalités extérieures sont désignées par les membres élus et nommés du conseil de l'École doctorale lors de la première réunion de celui-ci suivant la désignation des représentants des établissements et des unités de recherche.

Le mandat des membres du conseil correspond à la durée d'accréditation de l'École doctorale, sauf pour les représentants des doctorants dont le mandat est de 2 ans.

Les suppléants peuvent assister aux séances du Conseil et sont systématiquement invités. Ils peuvent être, le cas échéant, membres du Bureau. Ils n'ont de voix délibérative qu'en l'absence des titulaires qu'ils remplacent.

Le directeur de l'École doctorale est membre de droit du conseil de l'École doctorale. Sa voix est prépondérante en cas de partage des voix. Si le directeur est choisi parmi les membres habilités internes au conseil, le conseil de l'École doctorale comporte 25 membres ; s'il est choisi parmi les personnels habilités extérieurs au conseil, le conseil comporte 26 membres.

En concertation avec la commission de la recherche de l'université et le collège des Écoles doctorales, le conseil détermine la politique scientifique de l'École, adopte le programme d'action de celle-ci, en s'appuyant sur le budget qui lui est alloué, et délibère sur toutes les affaires qui la concernent. Il définit les moyens de travail mis à disposition des doctorants.

Le conseil de l'École doctorale décide de la procédure à mettre en œuvre pour l'attribution des contrats doctoraux qui lui sont dévolus.

Les attributions de contrats doctoraux sont prises en conseil restreint aux seuls membres du conseil habilités à diriger des recherches représentants des unités de recherche rattachées à l'École doctorale. Les doctorants membres du conseil peuvent assister aux auditions des candidats mais non aux délibérations du conseil restreint.

Le conseil de l'École doctorale statue sur les conditions d'inscription en doctorat ainsi que sur les équivalences du diplôme national de master et la validation des acquis.

En conformité avec l'article 16 de l'arrêté du 25 mai 2016 fixant le cadre national de la formation et des modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat, le conseil de l'École doctorale fixe le nombre maximal de doctorants pouvant être encadrés par un directeur de thèse, ceci en tenant compte des contraintes liées aux disciplines, notamment les disciplines rares.

Il définit les modalités de composition, d'organisation et de fonctionnement du comité de suivi individuel mentionné à l'article 13 de l'arrêté du 25 mai 2016 fixant le cadre national de la formation et des modalités conduisant à la délivrance du diplôme national de doctorat.

Les décisions du conseil sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. Un quorum fixé à la majorité des membres du conseil est requis pour que le conseil siège valablement. Chaque membre peut être porteur d'une procuration et d'une seule. Les procurations ne sont pas admises pour les décisions individuelles (attributions de contrats doctoraux notamment).

Le conseil de l'École doctorale formule des avis sur les demandes de rattachement d'unités de recherche, transmises à la commission de la recherche, et, si la demande a une incidence budgétaire et financière, au conseil d'administration.

Le conseil se réunit à l'initiative du directeur, au moins trois fois par an. Le directeur de l'École doctorale peut inviter à participer à ses réunions toute personne dont la présence paraît utile,

compte tenu de l'ordre du jour. Un compte rendu de chaque réunion sera diffusé aux membres du Conseil.

#### **Art. 6. L'Assemblée générale de l'École doctorale**

Une Assemblée générale impliquant tous les doctorants et tous les acteurs des unités de recherche aura lieu une fois par an à l'initiative du conseil de l'École doctorale.

### **III. Adoption et modification des statuts**

#### **Art. 7. La révision des statuts**

Les statuts de l'École doctorale sont approuvés par le conseil d'administration après avis de la commission de la recherche du conseil académique.

Les modifications sont approuvées selon la même procédure.